

Marius Loris-Rodionoff, *Désobéir en guerre d'Algérie. La crise de l'autorité dans l'armée française*, Paris, Seuil, 2023, 232 p.

Fabien Sacriste

Mise en ligne : juillet 2024

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.cr12>

« **À** qui faut-il obéir ? » C'est cette question cruciale que semble se poser, en Algérie, un grand nombre d'officiers de carrière confrontés à une crise sans précédent de l'autorité traditionnelle, comme une partie des appelés qui opposent à leurs chefs une large gamme de micro-résistances plus communes. Tiré d'une thèse de doctorat¹, le livre de Marius Loris-Rodionoff entend confronter ces pratiques dans une même réflexion sur les relations d'autorité au sein de l'armée pendant la guerre d'indépendance algérienne. Il s'inscrit ainsi à la suite des travaux de Raoul Girardet² ou Tramor Quemeneur³, qu'il entend renouveler au prisme d'une micro-histoire pragmatique des « pratiques d'autorité », des « formes de négociation » et de « contre-conduites » qu'elles suscitent, notamment des « techniques discrètes de résistance relevant de l'infrapolitique » que les subordonnés opposent à leurs chefs⁴. Il s'appuie pour cela sur le traitement quantitatif de 1 069 jugements rendus par le Tribunal permanent des forces armées de Constantine, récemment déclassifiés au dépôt central des archives de la justice militaire (DCAJM dans la ville du Blanc), et sur l'étude qualitative de « sources de l'intime » permettant d'approcher les stratégies de résistance à l'autorité « en coulisse » (p. 12). Il s'agit d'un corpus de 38 journaux et lettres privés provenant du catalogue de la Bibliothèque nationale de France, et qui, malgré les limites inhérentes à leurs déterminants sociaux, complètent les témoignages d'acteurs édités depuis la guerre, eux aussi largement mobilisés.

S'ouvrant par la « crise morale inédite » de 1940, liée autant à l'échec du commandement qu'à l'appel à la désobéissance du général de Gaulle, cette histoire est d'abord celle de la mémoire immédiate d'une autorité défaillante : elle obsède les plus hauts cadres militaires et les incite à vouloir renouveler, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, la formation des officiers. Le général de Lattre joue un rôle crucial en la matière : de Opme (1941) à Rouffach (1945), il s'évertue à créer des écoles destinées à anticiper les guerres futures par l'amélioration de la formation des cadres subalternes. Sous son impulsion s'impose le modèle du chef héroïque, et avec lui un imaginaire valorisant « les personnalités dominatrices » et la dimension viriliste de l'autorité. Ce modèle s'épanouit en Indochine, où les officiers bénéficient d'une large autonomie, qui favorise déjà une « distorsion du système hiérarchique », et leur politisation : dans un contexte marqué par les débuts de la guerre froide, le conflit constitue

¹ Intitulée *Crises et reconfigurations de la relation d'autorité dans l'armée française au défi de la guerre d'Algérie (1954-1966)*, et soutenue sous la direction de Raphaëlle Branche à l'Université Paris I en 2018.

² Girardet Raoul (1964), *La crise militaire française (1945-1962)*, Paris, Armand Colin.

³ Quemeneur Tramor (2007), *Insoumissions, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paris VIII.

⁴ D'un point de vue épistémologique, l'auteur s'appuie notamment, en la matière, sur les travaux de Chateauraynaud Francis et Cohen Yves (2016), *Histoires pragmatiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, et sur ceux de James C. Scott (2008), *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Amsterdam.



le creuset d'une « jeune armée pour qui la guerre devient politique et idéologique » (p. 29), celle des unités parachutistes et légionnaires dominées par « la mystique de la croisade contre le communisme » (p. 30). Après la défaite, les réseaux de solidarité ainsi tissés se redéploient en Algérie, où leur politisation s'accentue au fur et à mesure que se diffusent les principes et pratiques de la « doctrine de la guerre révolutionnaire » (DGR), enseignée dans des écoles dominées par un 5^{ème} bureau qui se rêve plus « révolutionnaire » que le Front de libération nationale (FLN) – quitte à en devenir lui-même subversif⁵. Cette tension s'accentue d'autant plus que l'autorité, dans cette « guerre de lieutenants et de capitaines », tend à s'articuler autour de « liens d'obéissances personnelles » et de « fidélités quasi féodales » : « à l'obéissance légale aux autorités » se substitue « une obéissance personnelle aux chefs de terrain » (p. 41), consacrant la primauté d'action des officiers subalternes. Toutes ces tendances concourent à la rupture de l'obéissance traditionnelle, celle censée subordonner l'armée à l'autorité légale : une crise connue dont les étapes sont ici rappelées, du 13 mai 1958 à la « semaine des barricades » (janvier 1960), puis au putsch des généraux (avril 1961). Ce dernier provoque la reprise en main brutale de l'appareil militaire par l'État gaulliste : après la dissolution du 5^{ème} Bureau (février 1960) viennent celles des 25^{ème} et 10^{ème} divisions parachutistes, les mutations des cadres des unités d'élite, les radiations et les mises en congé spécial (524 officiers et 574 sous-officiers), et le jugement des chefs par des tribunaux militaires spéciaux.

S'il rappelle ainsi le rôle du conflit algérien dans la crise plus globale de l'armée française, l'intérêt du livre de M. Loris-Rodionoff tient surtout dans la socio-histoire qu'il livre de la désobéissance au sein de l'institution militaire, et des micro-résistances à l'égard de ses cadres subalternes – aspirants, sous-officiers et sergents-chefs. Le développement, en Algérie, d'une armée « à deux vitesses⁶ » – troupes de secteurs dont la masse est formée par le contingent, réserves générales constituées des unités d'élite, parachutistes et légionnaires – en est l'un des principaux facteurs : la rencontre entre les appelés, affectés en nombre dans les quelques 5 000 postes destinés à quadriller le territoire algérien, et cette hiérarchie militaire en crise contre l'autorité traditionnelle dont les chefs de section sont le seul échelon de contact avec la troupe, suscite des tensions constantes. Dans ce conflit, les appelés, inexpérimentés, mal préparés et sous-encadrés, sont confrontés à une menace diffuse, mais toujours susceptible de leur coûter la vie⁷. Leur mobilisation repose sur l'autorité du chef : son attitude au combat, mais aussi, et peut-être surtout, sa sagacité en matière de prise de risques, peuvent infléchir les comportements. Sa personnalité, son autonomie hiérarchique accentuée par l'isolement géographique, ou encore les impératifs de la contre-guerilla, favorisent son emprise sur les hommes, et une certaine tendance au conformisme qui peut jouer lors des violences collectives. Cette tendance peut aussi se retourner contre son autorité si le groupe, en désaccord avec ses ordres, est coalisé par une contre-autorité : « un (ou des) leader(s) informel(s) capable(s) de capter l'attention du groupe, de l'organiser contre l'autorité hiérarchique » (p. 64). L'auteur estime ainsi que l'autorité est le plus souvent, au sein des postes, « partagée et négociée » entre une autorité première, institutionnellement légitime, et une autorité seconde, légitimée par son parcours (« anciens et héros » de la résistance ou de l'Indochine) ou son degré de politisation. Le souvenir des grèves de rappelés de 1955 alimente d'ailleurs la crainte, au sein des états-majors, de ces contre-autorités puissantes que sont les « politiques », favorisant la négociation de l'autorité au sein des sections, sinon même l'octroi de passe-droits destinés à ménager les plus réfractaires et empêcher qu'ils se rebellent ou désertent.

L'ouvrage ne s'arrête cependant pas à ces figures relativement sensibles de la désobéissance : au prisme de son corpus de textes, il entend au contraire saisir à une échelle plus fine toutes les pratiques de refus, afin de souligner l'existence d'une critique partagée de l'autorité remettant en question l'idée même que la guerre ait pu être largement consentie par les appelés. Dans ces espaces clos que sont les casernes, où les enjeux de la domination hiérarchique sont exacerbés par les inégalités sociales et économiques, la vindicte à l'égard des chefs est courante : les sous-officiers, leurs décisions et leurs abus d'autorité, en sont les cibles principales. La personnalité du chef est là encore cruciale, et les désobéissances étudiées fonctionnent en miroir inversé de l'idéal héroïque imposé par de Lattre. Si l'auteur évoque les menaces faites par les contre-autorités aux sous-officiers, voire l'assassinat de certains d'entre eux – bien qu'en la matière, les récits présentés suffisent difficilement à certifier empiriquement les faits –,

⁵ Leroux Denis (2018), *Une armée révolutionnaire : la guerre d'Algérie du 5^e Bureau*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paris I.

⁶ Jauffret Jean-Charles (2001), « Une armée à deux vitesses en Algérie (1954-1962) : réserves générales et troupes de secteur », in J.-C. Jauffret et M. Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Paris, Centre d'études d'histoire de la Défense, Éditions Complexes, pp. 21-37.

⁷ Comme le montre dès mai 1956 l'embuscade de Palestro, étudiée dans Branche Raphaëlle (2010), *L'embuscade de Palestro. Algérie 1956*, Paris, La Découverte.

il souligne que l'essentiel des contestations prend la forme de « tactiques de l'infrapolitique » : rires, marmonnements et rumeurs, résistances discrètes destinées à « montrer une colère collective aux chefs sans trop s'exposer ». D'autres actes de désobéissance, dont la consultation des archives judiciaires permet de souligner l'importance, sont interprétés ici comme des micro-résistances à l'autorité. Si l'auteur revient sur les « trois formes canoniques » retenues par l'historiographie – la désertion, l'insoumission et l'objection de conscience, très minoritaire (420) –, c'est pour mieux souligner ces pratiques moins visibles : outrages et voies de fait (2 000 cas jugés pendant la guerre, chiffre probablement sous-estimé), refus d'obtempérer (1 000 cas), abandons de poste (environ 1 000) ou vols de bien (1 800 cas). L'étude livre une socio-histoire de ces pratiques (« le refus d'obéissance et le vol sont majoritairement le fait des appelés français, alors que la désertion revient surtout aux Algériens et aux légionnaires étrangers », p. 136), comme de leur répression : « il apparaît que l'appartenance ethnique, le crime commis et les antécédents judiciaires s'avèrent déterminants dans la discrimination au sein du tribunal militaire de Constantine » (p. 137). Il souligne ainsi l'alignement de la justice militaire sur l'ordre colonial, et sa contribution à la perpétuation de la domination exercée contre les Algériens.

En étudiant les tensions multiscalaires inhérentes au fonctionnement de l'armée en Algérie, l'ouvrage de Marius Loris-Rodionoff contribue à déconstruire l'idée d'une institution homogène, pour lui restituer son caractère complexe et dynamique, irréductible à toute simplification. L'analyse du putsch, notamment, souligne l'absence d'unanimité entre les acteurs, que ce soit au sein de l'armée de métier, dont les protagonistes oscillent entre sédition et attentisme, ou du contingent, qui ne s'y oppose pas en bloc : l'événement cristallise pour certains régiments le rejet des chefs, mais ils ne sont que quatre à se rebeller – et certains, minoritaires, soutiennent les généraux. Ces deux histoires – celle des cadres politisés en proie à la crise de l'obéissance traditionnelle et celle des appelés qui opposent à leurs chefs des micro-résistances justifiées par des raisons pratiques et rarement politiques – se rejoignent à ce tournant de la guerre : pour l'auteur, la multiplication des secondes participe « à saper l'autorité militaire et plus généralement la machine de guerre française » (p. 15), notamment après 1962, avec les grèves de réfectoire qui éclatent contre les petits chefs, en retour de sanctions disciplinaires jugées excessives. Ce contexte joue dans la renégociation de l'autorité qui s'opère en métropole et qui contribue à la reconnaissance de l'objection de conscience (1963), à la refonte du service militaire (1965), puis à la révision du règlement sur la discipline militaire (1966). Plus libéral, ce dernier vise alors à encadrer les sanctions disciplinaires pour « mieux contrôler le droit de punir, tout en réaffirmant la force de la discipline » (p. 203), mais aussi à empêcher les ordres illégaux, rappelant à la fois le devoir d'obéissance et le droit à désobéir à un ordre illégal : aboutissement de la crise, la version définitive du règlement de 1966 consacre l'autorité suprême de la loi, faisant primer le principe légal rationnel sur l'autorité militaire du chef.

Si l'ouvrage permet de bien saisir les deux versants de cette histoire, il laisse la porte ouverte à d'autres perspectives qui permettraient d'élargir l'analyse spectrale des relations d'autorité aux interactions entre civils et militaires, ou même entre ces officiers politisés qui s'investissent progressivement dans la conduite de l'action publique en Algérie. Des stratégies de désobéissance, assumées ou larvées, découlent en effet de représentations ou d'intérêts divergents qui incitent à esquiver ou ignorer les règles instituées, contribuant à modeler la morphologie politique, sociale et économique des formes même de l'affrontement avec le FLN-ALN. La question se pose également à propos des relations d'autorité entre les cadres militaires relevant des secteurs et ceux engagés dans le service des Affaires algériennes, qui dépendent d'une double hiérarchie, civile et militaire : les missions contradictoires qui incombent aux uns et autres peuvent brouiller, dans un tel contexte, les rapports hiérarchiques. Elle se pose enfin hors de l'institution, à destination des populations algériennes dont le contrôle incombe à ces cadres militaires dont le pouvoir pastoral, oscillant entre persuasion et contrainte, consacre une autre figure du chef : la crise qui sévit au sein de l'armée interagit-elle avec l'exercice de cette autorité auprès des civils ? Autant de perspectives qui soulignent les ouvertures possibles de cette riche étude des relations d'autorité et de leurs influences déterminantes dans ces contextes que sont les guerres asymétriques et irrégulières contemporaines.

Fabien Sacriste

Laboratoire Migrinter, Poitiers (France)

Bibliographie

- BRANCHE Raphaëlle (2010), *L'embuscade de Palestro. Algérie 1956*, Paris, La Découverte.
- CHATEAURAYNAUD Francis et COHEN Yves (2016), *Histoires pragmatiques*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- GIRARDET Raoul (1964), *La crise militaire française (1945-1962)*, Paris, Armand Colin.
- JAUFFRET Jean-Charles (2001), « Une armée à deux vitesses en Algérie (1954-1962) : réserves générales et troupes de secteur », in J.-C. Jauffret et M. Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Paris, Centre d'études d'histoire de la Défense, Éditions Complexe, pp. 21-37.
- LEROUX Denis (2018), *Une armée révolutionnaire : la guerre d'Algérie du 5^e Bureau*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paris I.
- QUEMENEUR Tramor (2007), *Insoumissions, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie*, thèse de doctorat d'histoire, Université Paris VIII.
- SCOTT James C. (2008), *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Amsterdam.